



Le double enjeu politique et économique de l'industrie

Redresser notre croissance et combler nos déficits

Regagner le vote populaire

Sommaire

- L'enjeu politique de la réindustrialisation : regagner le vote populaire
- Un enjeu économique tout aussi déterminant : Redresser notre croissance et combler nos déficits
- Les ingrédients nécessaires au redressement de la compétitivité des entreprises
- La nécessité d'incarner la relance des productions françaises

L'enjeu politique de la réindustrialisation : Reconquérir le vote populaire

En quinze ans, notre secteur industriel est passé de 20 à 12% du PIB contre 23% en Allemagne. Notre production automobile a été divisée par 2 depuis les années 2000.

La France a fait l'impasse sur son industrie, considérant que la création d'emplois résidait dans les services. En quinze ans, notre secteur industriel est passé de 20 à 12% du PIB contre 23% en Allemagne. Notre production automobile a été divisée par 2 depuis les années 2000.

A la clé : désindustrialisation, chômage et dévitalisation économique de pans entiers de notre territoire, la France périphérique, où prospère le vote pour le front national. **Les taux de participation à la primaire les plus faibles ont été ainsi enregistrés dans les départements désindustrialisés comme le Nord, le Pas de Calais ou la Moselle.**

En 2007, aux élections présidentielles, le candidat de la droite avait porté un discours sur l'industrie qui avait permis d'attirer le vote de 27,9% des 6 millions d'ouvriers contre 15,6% pour le front national. Faute d'avoir répondu aux attentes de cette population par une politique pour l'industrie claire et rapidement mise en œuvre (pas de ministre de l'industrie dans le premier gouvernement, une réforme de la taxe professionnelle tardive qui n'a commencé à porter ses fruits qu'au deuxième trimestre 2012, une TVA compétitivité décidée en fin de quinquennat), le rapport de force s'était inversé aux élections de 2012 : 30,9% du vote ouvrier pour le front national contre 24,3% pour la Droite.

La désindustrialisation qui réduit le nombre d'emplois intermédiaires bien rémunérés constitue le principal moteur de la crainte du déclassement qui frappe les classes moyennes

Proposer une réponse économique crédible à la dévitalisation des territoires, à la crainte du déclassement constitue un enjeu politique déterminant pour les élections 2017.

Elle accentue en France la tendance générale à la bipolarisation du marché du travail entre emplois très qualifiés, très bien rémunérés, mais en nombre réduit, et emplois peu sophistiqués, principalement dans les services. Proposer une réponse économique crédible à la dévitalisation des territoires, à la crainte du déclassement constitue un enjeu politique déterminant pour les élections 2017. **Le Brexit et l'élection de Donald Trump constituent à cet égard les exemples d'une cristallisation politique du rejet des délocalisations et de la désindustrialisation.**

Un enjeu économique tout aussi déterminant : Redresser notre croissance et combler nos déficits

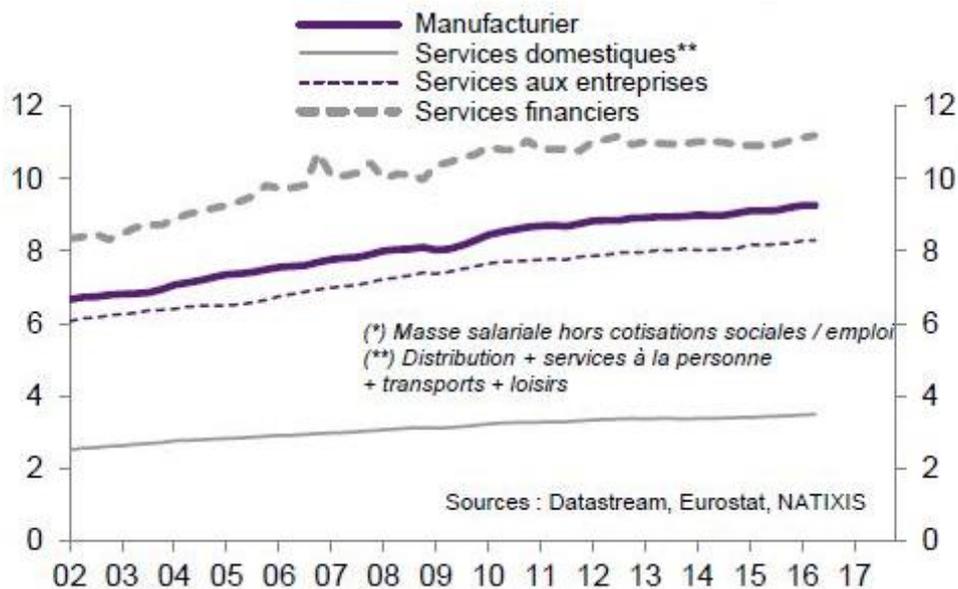
Nous ne produisons pas plus de produits manufacturés qu'en 1996 alors que notre propre consommation de ces biens a augmenté de plus de 60% depuis cette date !

La France a arrêté de produire au début des années 2000 avec la mise en place des 35 heures. Depuis, ses parts de marché dans les exportations mondiales n'ont cessé de reculer. Nous ne produisons pas plus de produits manufacturés qu'en 1996 alors que notre propre consommation de ces biens a augmenté de plus de 60% depuis cette date !

L'impasse sur l'industrie se révèle par sa quasi-absence dans les débats présidentiels.

Or, nous sous-estimons gravement l'importance de l'industrie pour un pays. Elle:

- **génère beaucoup plus de gains de productivité que les services** (entre 1996 et 2007, 3,1% contre 0,5%) et donc conditionne la croissance, la hausse des salaires et le financement de l'accroissement des dépenses de protection sociales avec le vieillissement de la population, le défi de la dépendance, les nouveaux traitements médicaux, notre effort de réarmement. Or, à l'heure actuelle, du fait de notre désindustrialisation, notre croissance potentielle est d'environ 1%.
- **assure le pouvoir d'achat extérieur des nations en représentant 70% de tout ce qui s'échange dans le monde.** Ainsi, le chômage français découle indirectement de la régression de notre industrie et des déficits extérieurs qu'elle crée. La contrainte d'équilibre extérieur (notre balance commerciale des biens et services est déficitaire depuis 2002) nous impose une croissance faible inférieure à celle de la zone euro. Cet effet récessif devrait s'accroître dans les années qui viennent avec la remontée du prix du pétrole. En outre, nos déficits extérieurs amputent directement notre croissance de 0,1 à 0,5% selon les années. Tant que nous n'aurons pas réparé notre moteur industriel, tant que nous n'aurons pas réorienté notre modèle économique vers le marché mondial (qui croît beaucoup plus vite que le marché national), nous ne pourrons pas créer d'emplois sans nous endetter (pour obtenir un point de croissance du PIB, nous nous endettons de près de deux points de PIB !).
- **Enfin, l'industrie, comme nous l'avons souligné, procure des emplois intermédiaires bien rémunérés.**



Graphique représentant le niveau de salaire par tête hors cotisations sociales *(en milliers d'euros par trimestre)

Un ensemble de facteurs pousse à une relocalisation au moins partielle de la production dans les pays occidentaux :

- **Le raccourcissement des cycles de l'innovation et des délais de mise sur le marché nécessitent de rapprocher lieux d'innovation et lieux de production.** Or, grâce au crédit d'impôt recherche, nous avons maintenu un important effort d'innovation, qui ne débouche pas pour le moment sur de la production sur le sol national mais qui représente un important potentiel de relance.
- **L'automatisation et la robotisation redonnent de la compétitivité à la production dans les pays développés au plus près des consommateurs.** Le mouvement de segmentation des chaînes de valeurs à l'échelle du monde s'est interrompue, on l'observe d'ailleurs avec la stagnation des échanges internationaux.
- **La tendance à la personnalisation réduit les séries de production, ce qui rend de moins en moins pertinente une sous-traitance lointaine de grande capacité,** l'éclatant succès de la chaîne de vêtements Zara en témoigne. La capacité de produire à la demande avec les nouvelles technologies comme l'impression 3D, les processus de production numérisés, va renforcer cette tendance avec une production au plus près des lieux de consommation.
- **Les technologies comme l'impression 3D ou l'impression adiabatique pour lesquelles la France possède des atouts vont rendre obsolètes une partie de l'outil de production (les machines- outils) de notre partenaire/concurrent, l'Allemagne, et « rebattent les cartes ».**
- **L'industrie revient à la pointe de l'innovation et de la transformation de la société** avec, par exemple, les véhicules autonomes ou l'internet des objets qui suscitent en permanence la création de nouveaux produits et de nouveaux services.

L'ensemble de ces facteurs offrent une opportunité unique pour relancer la production sur le sol français et permettre au pays de retrouver son rang.

Les ingrédients nécessaires au redressement de la compétitivité des entreprises

1. **L'allègement des contraintes réglementaires avec** : la simplification du code du travail, l'abrogation du compte pénibilité, du prélèvement de l'impôt sur le revenu à la source, le relèvement des seuils sociaux, la flexibilisation du travail avec la fin des 35 heures, l'instauration d'un code du travail avec des modalités de rupture prédéfinies, le statut de prestataire indépendant.
2. **Une fiscalité de l'investissement en capital qui revient dans la norme avec l'abrogation de l'ISF et le retour à un prélèvement forfaitaire libératoire sur les revenus de l'investissement.** En effet, le cumul de l'ISF avec la taxation des revenus du capital au taux de l'IR, décidé par François Hollande, a fait fuir le capital entrepreneurial du pays. Rappelons que les Etats-Unis assoient leur domination économique et technologique sur un investissement annuel en capital-risque de 80 milliards de dollars contre 2 milliards d'euros pour la France.
3. **La transformation du CICE en baisse de charges, l'allègement des charges sociales sur l'ensemble des salariés,** car notre déficit de compétitivité se situe avant tout aux niveaux de qualification moyenne et supérieure.

Malgré le CICE et le Pacte de responsabilité, les entreprises françaises subissent toujours un surcroît de prélèvements de l'ordre de 6 points de PIB par rapport à la moyenne des autres entreprises de la zone Euro

Mais le handicap à combler est particulièrement élevé. Malgré le CICE et le Pacte de responsabilité, les entreprises françaises subissent toujours un surcroît de prélèvements de l'ordre de 6 points de PIB par rapport à la moyenne des autres entreprises de la zone Euro, 7 points par rapport à l'Allemagne, soit un écart annuel de charges de 140 milliards d'euros à leur détriment.

Ces chiffres sont confirmés par le rapport de la Commission des finances de l'Assemblée nationale sur le projet de loi de règlement pour 2015. Depuis 2007, le taux des prélèvements obligatoires des entreprises est resté stable : 18,7% en 2007, 18,6% en 2015 avec un pic à 19,3% en 2013.

Aussi, la Fondation Concorde propose-t-elle de concentrer l'effort dans un premier temps sur les secteurs insérés dans la compétition internationale (Nomenclature INSEE, NACE 38) générateurs d'importations et d'exportations et qui ne représentent plus que 3,5 millions d'emplois et 400 000 entreprises environ :

SECTEURS	Nombres d'entreprises (2013)
CA- Industries agro-alimentaires	180 147
CB- Habillement, textile et cuir	6 045
CC - Bois et papier	11 797
CE - Industrie chimique	2 671
CF - Industrie pharmaceutique	596
CG - Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	10 347
CH - Métallurgie et fabrication de produits métalliques	103 886
CI - Fabrication de produits informatiques, électron. et optiques	2 575
CJ - Fabrication d'équipements électriques	2 273
CK - Fabrication de machines et équipements n.c.a	5 401
CL - Fabrication de matériels de transport	2 598
CM - Autres industries manuf. ; Réparation et installation machines	24 786
JC - Activités informatiques	21 691
MB - Recherche et développement	2 949
MC - Autres activités scientifiques et techniques	24 493

Ils seraient exonérés à partir du 1er janvier 2018 de :

- Taxe sur les salaires, versement transport, taxes pour la garantie des salaires, de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie et du fonds national d'aide au logement pour un coût brut de 2,5 milliards d'euros.
- CVAE, cotisation foncière des entreprises, C3S, impôt foncier sur le bâti pour un coût brut de 7 milliards d'euros. Ces exonérations seraient étendues par la suite aux autres secteurs économiques en fonction des disponibilités budgétaires. Nous préconisons également la prolongation du suramortissement des investissements des entreprises pour un coût annuel de 400 millions d'euros, tant le retard français en équipements de production est criant.
- La généralisation de l'apprentissage dans l'enseignement professionnel permettra de remédier sur le moyen terme au déficit de qualification. Pour adapter les formations aux besoins des entreprises avec souplesse et réactivité, il nous semble préférable de confier la gestion des lycées professionnels au plus proche du terrain, aux départements en y associant au maximum les entreprises à la définition du contenu des formations. A court terme, il nous semble nécessaire et urgent de lancer un plan stratégique de formation pour les métiers industriels en tension qui bloquent la relance productive.

La généralisation de l'apprentissage dans l'enseignement professionnel permettra de remédier sur le moyen terme au déficit de qualification.

Il est en effet symptomatique de constater que pour tous les métiers

industriels et autres, le métier de régleur de machines à outils soit le plus en tension. Il constitue un véritable goulot d'étranglement pour la production sur le territoire français. A l'heure actuelle, un accroissement de la consommation de biens manufacturiers est couvert à 85% par les importations.

La question du redressement de notre système éducatif et de notre appareil de formation constitue l'enjeu le plus important, si nous voulons que la France saisisse toutes les opportunités de la 3^{ième} révolution technologique. A l'heure actuelle, la faiblesse de la compétence de notre population active fait de nous le pays qui utilise le moins de robots dans ses processus de production.

- Tirer tous les bénéfices possibles de notre parc nucléaire en prolongeant sa durée de vie à 60 ans. Le système électrique français figure en effet parmi les 3 plus efficaces au monde avec une production à la fois bon marché et décarbonée à 98% avec le nucléaire, l'hydraulique et le renouvelable.

Or, en développant des énergies renouvelables très onéreuses en l'absence de besoin, la France est en passe d'annihiler les bénéfices qu'elle en tire :

- Les surcapacités de production d'électricité effondrent les prix de l'électricité et mettent gravement en danger la santé économique et financière d'EDF.
- Le consommateur ne profite pas des baisses du prix du marché puisqu'il doit s'acquitter d'une taxe qui subventionne le développement des énergies renouvelables.

La France ne doit pas développer une approche quantitative du développement des ENR sur son territoire mais une approche qualitative par exemple via une réglementation poussant à associer ENR et stockage de l'électricité pour positionner l'offre française à l'exportation

Au contraire, alors que l'électricité est l'énergie de la numérisation et de la robotisation, et que plus que jamais, le prix de l'électricité constitue un déterminant de la croissance économique (près de la moitié de l'énergie sera consommée sous forme d'électricité en 2030), la France est en train de perdre cet avantage comparatif dans la compétition internationale.

La France ne doit pas développer une approche quantitative du développement des ENR sur son territoire mais une approche qualitative par exemple via une réglementation poussant à associer ENR et stockage de l'électricité pour positionner l'offre française à l'exportation, et elle doit également accentuer son effort de recherche sur le stockage qui constitue la clé d'un développement rentable, autoportant, des ENR.

La nécessité d'incarner la relance des productions françaises

Il apparaît cependant absolument nécessaire d'articuler l'ensemble de ces mesures dans un discours sur le renouveau industriel et productif de la France qui doit être porté au plus haut niveau politique, tant l'imaginaire lié à l'industrie est devenu négatif, éloigné de la réalité des perspectives, des conditions de travail et de rémunération du secteur. On constate ainsi avec tristesse que l'on ferme dans les lycées professionnels des filières comme les automatismes ou la maintenance des équipements industriels, faute de candidats, alors que les élèves sont assurés de trouver un emploi bien rémunéré à l'issue de leurs études.

Il y a un énorme travail de pédagogie à réaliser, pour expliquer :

- l'enjeu de la modernisation des industries existantes qui, par la numérisation, peuvent gagner considérablement en efficacité si elles parviennent avec leurs clients et leurs fournisseurs à créer des écosystèmes numérisés,
- l'évolution vers la production à la demande et la production personnalisée,
- la servicisation de l'industrie, permettant ainsi une montée en gamme de la production française
- la capacité des petites entreprises à rayonner dans le monde entier pour peu qu'elles proposent des produits innovants ou différenciés.

Les enjeux de la 3^{ième} révolution industrielle pour les territoires diffèrent radicalement selon leur nature :

- Les métropoles françaises bénéficieront naturellement du rapprochement de la production des lieux de consommation et tireront tout le profit de la présence de centres de recherche et d'établissements d'enseignement supérieur pour créer des produits et services innovants. Mais la plus importante, l'Ile-de-France, doit résoudre l'embolie du transport et du logement si elle veut maintenir son attractivité et son dynamisme.
- Les zones désindustrialisées, les 298 aires urbaines sur 771 qui perdent des habitants, risquent d'être encore davantage reléguées par la 3^{ième} révolution industrielle. A la clé, un enjeu politique capital, mais aussi un enjeu de finances publiques. On y a créé des emplois dans les collectivités locales pour compenser la désindustrialisation. Alors qu'il faudrait par exemple fermer, pour des raisons d'efficacité sanitaire, la moitié des 600 hôpitaux français, l'hôpital est bien souvent le premier employeur de la commune. **La restructuration de la dépense publique ne pourra se réaliser dans ces territoires sans leur revitalisation économique.**

La Fondation Concorde propose la création d'un **Ministère de l'Industrie, des Entreprises, de l'Energie et de l'Aménagement du Territoire** pour affronter cette problématique de réindustrialisation

Aussi la Fondation Concorde propose-t-elle la création d'un **Ministère de l'Industrie, des Entreprises, de l'Energie et de l'Aménagement du Territoire** pour affronter cette problématique de réindustrialisation du pays dans son ensemble et permettre la revitalisation économique de la France périphérique. Pour préfigurer ce ministère, il nous semble particulièrement souhaitable de nommer une personnalité politique chargée d'ici l'échéance présidentielle, d'élaborer une doctrine de revitalisation économique de ces territoires. A partir de l'expérience des territoires de production exemplaire comme la Vendée, la ville de Vitré ou autre, elle devra aller à la rencontre des acteurs de ces territoires, et de faire prendre aux entreprises le tournant numérique.

Pour accélérer cette revitalisation, nous proposons de transformer les CCI en « centres de compétences et d'expertises » sous la responsabilité exclusive des entrepreneurs et de permettre la mise en œuvre de deux innovations :

- La création dans les territoires de groupes et réseaux d'entreprises pour créer émulation et confiance.
- La mise en place de coopérations systématiques avec les meilleurs éléments des établissements de l'Enseignement supérieur et des centres de recherche. Ceux-ci étant de leur côté fortement incités à s'organiser pour répondre aux demandes

Ces nouveaux centres de compétences et d'expertises devront tirer profit des avantages naturels d'une région et réfléchir aux meilleurs moyens de développer le numérique et la robotisation dans le territoire. Ils pourraient aussi mettre en place un fond d'investissement efficace destiné à soutenir les bons projets et les initiatives, et s'emparer des idées liées à la troisième révolution industrielle.

Cet afflux de nouvelles compétences, estimé à 20 000 jeunes diplômés par an en mission en priorité autour de l'industrie et de la stimulation des nouvelles initiatives, a la capacité, avec les mesures fiscales, de provoquer un changement de rythme dans le développement économique des territoires.